



49

Le syndicat
qui reste un SYNDICAT

Force Ouvrière

LE SYNDICAT LIBRE ET INDÉPENDANT

☑ [HTTP://WWW.FO-DGFIP-SD.FR/049](http://WWW.FO-DGFIP-SD.FR/049)

☎ 02-41-74-53-04

foddip49@dgifp.finances.gouv.fr

P1 et P2: destruction du réseau FO interpelle les élus...

Trésorerie des Ponts de Cé :

Une délégation FO DGFIP a rencontré le Conseiller général sortant M Bodard candidat aux départementales des 22 et 29 mars 2015

Une délégation composée de **Christel Lucas** secrétaire départemental FO DGFIP, **Michel Gillard** secrétaire départemental FO Finances et de **Thierry Durand** contrôleur principal en poste à la trésorerie des Ponts de Cé a rencontré, vendredi 13 mars, **P. Bodard** candidat aux départementales sur le canton.

Après un tour d'horizon sur les futures « restructurations / suppressions » (**Candé, Pouancé, Le lion d'Angers, Le Louroux Béconnais**), la délégation a fait part au conseiller départemental sortant de la volonté de la direction départementale de fermer la Trésorerie impôts des **Ponts de Cé** au 1er janvier 2016. Les représentants FO DGFIP en interpellant **M. Bodard** ont tenu à connaître son point de vue.

Le transfert de la trésorerie des **Ponts de Cé**, Trésorerie qui a en charge la gestion du plus gros volume d'impositions du département ne manquera pas d'aggraver les conditions d'accueil des contribuables. Ce transfert alourdira la tâche d'accueil mais impactera tous les agents des SIP de la Cité administrative d'Angers.

**Mais là, n'est pas la priorité de la Direction. La priorité, c'est la « fer-me-ture » !
Et tant pis pour les files d'attente interminables, tant pis pour la fatigue, le stress.....
les agents s'adapteront !**

La direction locale pour parvenir à ses fins, laisse à l'heure actuelle, travailler les agents des **Ponts de Cé** dans des conditions indignes, au péril de leur intégrité physique et morale. La raison en est simple : Faire valider par les agents eux-mêmes la suppression du site. C'est ce que l'on appelle subsidiairement dans les milieux décisionnels « **savoir prendre ses responsabilités** ».

Cette logique de fuite en avant vaut pour tous les sites du département. La suivre, la cautionner, c'est accompagner la Direction locale et les gouvernants dans leurs desseins funestes : l'adaptation du réseau à la baisse des effectifs, à la réduction budgétaire par la suppression des loyers. Ce n'est pas en supprimant des sites que l'on améliorera les conditions de travail, mais en augmentant les emplois statutaires.

A la veille des élections départementales, le Président de la République, **François Hollande**, a annoncé dans un entretien à « **Challenges** » qu'il n'y aura « **pas de changement, ni de ligne ni de Premier ministre** » en cas de défaite du PS : « **Pourquoi changerais-je de ligne politique, alors qu'elle est claire, qu'elle commence à porter ses fruits ? Les Français ne le comprendraient pas** »

La seule réponse de François Hollande : Continuer la cure d'austérité !

⇒ poursuivre la réduction des dépenses publiques et sociales,

⇒ tailler dans les effectifs, supprimer des sites,

⇒ bloquer la valeur du point d'indice, réduire les promotions etc...

Pour quelle raison Hollande ne changera pas de ligne politique !

PARIS (Reuters) mardi 10 mars 2015

Paris obtient un nouveau délai pour ramener son déficit sous 3%.

Les ministres des Finances de l'Union européenne, réunis mardi à Bruxelles, ont validé une nouvelle extension de deux ans du délai accordé à la France pour ramener son déficit public sous la limite des 3% de son produit intérieur brut.

« L'effort de réformes de la France est indéniable mais n'est pas suffisant pour réduire les déséquilibres de l'économie », déclare le commissaire européen à l'Économie, **Pierre Moscovici**.

« Il faudra que des économies supplémentaires soient prises et prises rapidement - avant le 10 juin – afin de réduire l'écart^(*). L'État français nous a confirmé, au plus haut niveau, qu'elles seront prises. »

Vous trouverez ci-dessous la teneur du communiqué adressé à la presse et aux représentants **FO** par **M. Bodard** Conseiller général sortant.

Communiqué de presse adressé par M. Bodard aux représentants FO



Non à la fermeture de la Perception des Ponts de Cé !

Philippe Bodard, conseiller général du Maine et Loire, et candidat, avec **Catherine Goizet**, aux élections départementales sur le canton des Ponts de Cé, a rencontré, une délégation syndicale, emmenée par le secrétaire départemental CGT-FO de la DGFIP (Finances Publiques).

La délégation l'a informé de la programmation de la fermeture de la perception des Ponts de Cé au 1^{er} janvier 2016.

Cette fermeture devrait être accompagnée par celles de Candé, du Lion d'Angers, du Loroux Béconnais et de Pouancé.

Pourtant la perception des Ponts de Cé représente le plus gros poste de recouvrement du département, avec 137 000 impositions à gérer et 247 millions d'euros de prises en charge. Et elle reçoit plus de 270 personnes par jour dans les moments de recouvrement d'impôts (en automne notamment) avec un minimum de 50 personnes pour les « périodes creuses »

Ces mesures de fermetures de services publics incessantes et toujours plus nombreuses, prises par le gouvernement PS de messieurs Hollande et Valls, sont inadmissibles tant pour ce qu'elles représentent en terme de respect et d'écoute de nos concitoyens, qu'en terme de dévitalisation de nos territoires.

Nos services publics sont nécessaires à nos qualités de vie au quotidien, comme ils sont tout aussi nécessaires pour le dynamisme économique et le développement local.

Ces mesures doivent être combattues avec détermination par les élus locaux et leurs populations, c'est en tout cas ce à quoi Philippe Bodard s'est engagé devant les représentants syndicaux.



Après avoir écrit à tous les élus courant septembre 2014, les sections locales **FO Finances** et **FO DGFIP** ont pris contact avec le secrétariat du maire des **Ponts de Cé** pour obtenir une audience.

Hollande ne veut pas changer de ligne politique !

Alors nous n'avons pas d'autre choix que de bloquer le pays.

LA RIGUEUR, L'AUSTÉRITÉ, ÇA SUFFIT ! Le 9 avril tous en grève !

⇒ L'augmentation des **SALAIRES**, des **EFFECTIFS**, des **PROMOTIONS**,

⇒ la défense du **RESEAU**, des **MISSIONS**, des **STATUTS**. ...

(*) un écart de 3 à 4 milliards d'euros subsistant entre le déficit structurel programmé à Paris et celui escompté à Bruxelles.